

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le peuple islandais refuse de payer les frais de la crise financière

- Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 10 mars 2010

Démocratie & Socialisme

Le 6 mars, lors du référendum islandais pour ou contre l'accord « Icesave », 93,3 % des votants se sont prononcés contre le paiement de 4 milliards d'euros au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. 1,7 % ont voté pour. Rarement un gouvernement s'est pris une claque aussi magistrale.

La Première ministre (social-démocrate), Johanna Sigurdardottir, n'hésitait pourtant pas à affirmer, le jour, même du résultat : « Cela n'a pas d'impact sur la vie du gouvernement » après avoir précisé qu'elle allait aussitôt recommencer à négocier avec les gouvernements britanniques et néerlandais.

La démocratie, la finance et les gouvernements qui lui sont soumis n'ont, en effet, pas grand-chose à voir.

Le gouvernement disait faire toute confiance aux électeurs

Le 8 janvier 2001, la première ministre islandaise affirmait faire pleine confiance aux électeurs. Elle était sûre, déclarait-elle, qu'ils prendraient la bonne décision et qu'ils ratifieraient l'accord « Icesave » signé avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Un accord qui signifiait le versement à ces deux Etats de 100 euros par an et par Islandais, pendant huit ans !

La deuxième semaine de janvier, un sondage Gallup indiquait qu'une majorité d'Islandais voterait pour le projet de loi.

La veille du référendum, la Première ministre appelait à ne pas aller voter, le référendum n'ayant plus, selon elle, le moindre sens. En effet, les Britanniques et les Néerlandais offraient à l'Islande un accord plus favorable que celui soumis à la consultation populaire puisqu'ils accordaient une exemption d'intérêts sur le remboursement durant 2 ans. Au lieu de 100 euros par mois et par Islandais, le remboursement ne se serait plus élevé qu'à 95 euros !

La crise bancaire islandaise

L'Islande était la meilleure élève du néolibéralisme avec en première ligne ses trois principales banques : Kaupthing, Glitnir et Landbanskinn, privatisées en 2003.

La dernière de ces trois banques, Landbanski, était particulièrement agressive. Elle avait créé une filiale en ligne (pas de guichets, seulement une liaison par l'internet), « Icesave » qui offrait des rendements particulièrement risqués mais très rémunérateurs à ses clients. Lancé au Royaume Uni en octobre 2006, avec son siège social au coeur de la City, « Icesave » avait attiré, avant de faire faillite en octobre 2008, 229 000 clients britanniques. Mieux, en quelques mois (de mai à octobre 2008), c'est 114 000 clients qui étaient tombés dans ses filets aux Pays-Bas.

Quand les marchés financiers se sont effondrés, les trois banques islandaises ont été parmi les premières à faire faillite. Les comptes d' « Icesave » ont été aussitôt gelés.

Alors que des files d'attente commençaient à s'allonger devant les banques britanniques, le gouvernement anglais a eu peur de la panique que pouvait déclencher le gel des comptes d' « Icesave ». Il a donc décidé d'indemniser en

grande partie les spéculateurs qui avaient déposé leurs fonds chez cette filiale de la Landbanskinn. La Haye a fait de même pour les clients néerlandais.

Londres et La Haye se sont ensuite retournés contre Reykjavik pour exiger la restitution des sommes qu'ils avaient déboursées. Entre temps, les gouvernements européens qui s'étaient bien gardés de nationaliser leurs propres banques donnaient au gouvernement islandais le conseil avisé de nationaliser les siennes. Les profits avaient été privatisés, il s'agissait, maintenant de nationaliser les pertes.

La crise économique et sociale

L'Islande est un petit pays de 320 000 habitants. Son PIB a diminué de 6,5 % en 2009. La consommation des ménages s'est contractée de 14,6 %. Le chômage est passé de 2 % à 8,2 % de la population active. Les baisses de salaires ont atteint 20 % dans bon nombre de secteurs. Les budgets sociaux ont été dramatiquement réduits. La monnaie islandaise (la couronne) s'est complètement effondrée. L'inflation était de 6 % en 2009. Les mensualités des prêts immobiliers, indexés à l'euro, au dollar ou à la livre, ont doublé. En 2009, 10 600 Islandais (l'équivalent pour la population française de plus de 2 millions de personnes) ont déjà quitté l'île pour les pays scandinaves.

Complètement étranglée, l'Islande a du faire appel au FMI. Ce dernier, comme d'habitude, a ajouté la misère à la misère en exigeant, en contrepartie d'un prêt de 2,1 milliards d'euros de nouvelles coupes dans les dépenses publiques (santé, éducation), des augmentations d'impôts indirects et une hausse des taux d'intérêts qui asphyxie les particuliers et les petites entreprises.

Pour couronner ces deux catastrophes successives, les Britanniques et les Néerlandais réclament à l'Islande le paiement de 4 milliards d'euros (40 % du PIB annuel de l'Islande) pour éponger les dettes d' « Icesave ».

L'accord « Icesave »

Les gouvernements britanniques, néerlandais et islandais ont signé en octobre 2009 un accord scélérat, l'accord « Icesave » ou « Iceslave » (esclave de la glace), comme l'ont baptisé les Islandais. Cet accord prévoit le paiement de 2,7 milliards d'euros au Royaume Uni et de 1,3 milliard d'euros aux Pays Bas assorties d'un taux d'intérêt de 5,5 %.

Ce paiement prendra fin dans 15 ans (en 2024). Les premiers remboursements n'interviendront que dans 7 ans mais les intérêts sur les sommes à payer commencent à courir dès 2009. Cela veut dire qu'au moment où commenceront les paiements, ce ne seront pas 4 milliards d'euros qui seront dus mais 6,2 milliards d'euros. Au total, en 2024, les intérêts versés auront presque doublé le montant initial de 4 milliards d'euros.

Le Parlement et le Président

En 2009, la « révolution des casseroles » avait obligé le Premier ministre conservateur Geir Haarde à démissionner. Il avait, en effet, non seulement couverts mais encouragés tous les agissements, même les plus douteux, des banques islandaises.

Après avoir signé l'accord « Icesave », le nouveau gouvernement social-démocrate, avait réussi, après plusieurs semaines de débat, à le faire ratifier par le Parlement, entre Noël et l'an.

Mais le peuple islandais ne l'entendait pas de cette oreille, les manifestations se sont multipliées (les banderoles criaient « Le pays est innocent », « Sauvez plutôt nos maisons ») et une pétition signée par 60 000 islandais (le quart des électeurs), avait été remise au président de la République Olafur Grimsson. Cette pétition lui demandait (comme l'y autorisait l'article 26 de la Constitution islandaise), de ne pas promulguer la loi et de la soumettre à un référendum. Ce que fit le Président.

Des arguments juridiques contestables

Les 4 milliards d'euros réclamés par le Royaume-Uni et les Pays-Bas devraient être versés aux fonds d'assurance bancaire de Hollande et du Royaume uni.

L'Islande n'est pas membre de l'UE mais a adhéré à l'European Economic Area (l'EEA), comme la Norvège et le Liechtenstein. C'était pour elle la seule possibilité d'obtenir l'agrément d'opérer à Londres et à Rotterdam. L'EEA prévoit une couverture (maximale) de 20 900 euros par compte, l'Islande devrait donc, pour Londres et La Haye, « tenir ses engagements ».

Mais, même d'un point de vue exclusivement juridique, les exigences de Londres et de la Haye sont contestables.

Il n'est pas du tout sûr que le règlement de l'EEA oblige à couvrir les risques de clients non-islandais.

La directive était une directive applicable en « temps normal », certainement pas en période de crise bancaire systémique. « Icesave » était, certes, la filiale d'une banque islandaise, mais elle avait son siège dans la City. Comment Reykjavik aurait-elle pu contrôler l'activité de cette filiale, située au coeur de Londres ? La responsabilité des autorités britanniques étaient au moins aussi engagées que celles du gouvernement islandais.

Une dette odieuse

Dans une tribune du Wall Street Journal, Hannes Gissurason, ex-administrateur de la banque centrale islandaise, comparait « Icesave » au « fardeau de la dette imposé à l'Allemagne après la première guerre mondiale ». Cette dette est, en effet, équivalente à une dette de 800 milliards d'euros pour le Royaume Uni et 4 000 milliards d'euros pour les Etats-Unis.

De quel droit les citoyens islandais seraient-ils condamnés à ne plus pouvoir faire le moindre choix concernant leur avenir et celui de leurs enfants, ce choix étant entièrement dicté par les exigences de la finance ?

En quoi les Islandais sont-ils responsables des agissements - à l'étranger qui plus est - de banquiers islandais sans scrupules ? Accepterions-nous, demain, d'avoir à payer 100 euros par mois et par personne, pendant 8 ans, sous prétexte qu'une ou plusieurs banques françaises auraient roulé leurs clients étrangers dans la farine ?

Pourquoi ne pas demander au trésor américain de rembourser les victimes étrangères de Bernard Maddoff ?

Les clients de « Icesave » savaient ce qu'ils faisaient. Ils espéraient des taux d'intérêts défiant toute concurrence, mais ils savaient aussi qu'ils prenaient des risques importants. Ils ont perdu : qu'ils en subissent les conséquences. S'ils avaient gagné, auraient-ils partagé avec le peuple islandais ?

Comme aux Grecs, il est demandé aux Islandais de sacrifier leur avenir pour payer les frais d'une crise financière qui a déjà considérablement appauvri leurs pays. C'est odieux, inacceptable.

Le chantage de la Finance et de ses sbires

En octobre 2008, le Royaume Uni n'a pas hésité à utiliser une loi anti-terroriste pour bloquer les avoirs islandais en Grande-Bretagne. Aujourd'hui, l'Islande est toujours inscrite sur la liste des États qui soutiennent les terroristes, tels Al-Queyda.

Les agences de notation financière, Fitch, Standard and Poor's, Moody's ont dégradé leur note sur les risques associés à la dette islandaise. Maintenant tout emprunt de l'Etat islandais devient beaucoup plus onéreux, au moment où il en a le plus besoin.

L'entrée de l'Islande dans l'Union Européenne est suspendue à la mise en oeuvre de l'accord « Icesave » ou de son clone.

Le FMI a prêté 2,1 milliards de dollars à l'Islande. Mais, seules les deux premières tranches de ce prêt ont été débloquées, pour un total de 1,1 milliards. Le déblocage d'une troisième tranche est soumise à l'acceptation par l'Islande de payer le Royaume-Uni et les Pays-Bas.

Les prêts accordés par les pays scandinaves font l'objet du même chantage.

Pourquoi tant d'acharnement ?

4 milliards d'euros, cela ne risque pas vraiment de modifier les grands équilibres financiers internationaux. Alors, pourquoi le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Union Européenne, le FMI s'acharnent-ils sur ce petit pays de 320 000 habitants au risque d'entraîner un second écroulement de l'économie de l'île, mettant, ainsi, fin à tout espoir de paiement ?

Pour l'exemple ! Si la finance cède face au peuple islandais, pourquoi ne céderait-elle pas demain face au peuple grec et après-demain face aux peuples portugais et espagnols ?

La réponse des peuples grecs et islandais est la seule réaliste. Elle n'est rien d'autre que la légitime défense de la société face à la finance, aux spéculateurs, aux rentiers, aux gouvernements et aux institutions internationales qui les soutiennent sans que, jamais, ni les uns ni les autres n'aient le moindre souci du coût humain de leurs actions.

Jean-Jacques Chavigné